

Mythologie et science politique : Le cas du Nicaragua

Jacques Zylberberg and Jean Daudelin

Volume 14, Number 4, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701585ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701585ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Zylberberg, J. & Daudelin, J. (1983). Mythologie et science politique : Le cas du Nicaragua. *Études internationales*, 14(4), 827–838.
<https://doi.org/10.7202/701585ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Mythologie et science politique: le cas du Nicaragua*

Jacques ZYLBERGERG et Jean DAUDELIN**

Il en est du sandinisme comme de toute mode religieuse: on s'y convertit ou on l'exorcise. Le Diable et le Bon Dieu dans la littérature centro-américaine servent de prétexte à une écriture tantôt messianique tantôt romantique, voire romanesque, avec laquelle ne peut rivaliser la prose mesquine du critique maniaque qui oeuvre laborieusement dans le domaine des sciences sociales et politiques. L'Amérique centrale semble être devenue le terrain de prédilection des plumitifs de l'apologétique, des croisades manichéennes et des tristes Tropiques. Confrontés par les responsables d'*Études Internationales* à la tâche de recension de quelques-unes de ces oeuvres hagiographiques parues sur le Nicaragua depuis deux ans, nous avons décidé de les évaluer en fonction des sordides exigences corporatistes de notre profession: en deça du « Bien » et du « Mal », la rigueur des analyses, la précision dans la sélection des données, la contribution à l'avancement des connaissances, la possibilité de falsification des modèles et des hypothèses, seront nos étalons agnostiques d'évaluation. Cet agnosticisme théorique et méthodologique, ce désenchantement des contes de fées sandinistes et des légendes noires du Pentagone répondent au seul devoir-être que nous nous reconnaissons en tant qu'intellectuel « non-organiques »: le devoir d'impertinence par rapport à la dogmatique. L'axiologie étant précisée, la pragmatique artisanale est fort aisée: analyser la pile d'ouvrages rédigés par les « sandinologues » – ce terme précieux a déjà été utilisé dans la littérature apologétique – selon la capacité heuristique dont font preuve les auteurs pour éclairer trois axes de recherche:

- a) l'évolution du Nicaragua sous la domination « somoziste »;
- b) la désintégration de la domination somoziste au Nicaragua;
- c) le rétablissement d'une structure d'autorité militaire.

* BLACK, George. *Triumph of the People. The Sandinista Revolution in Nicaragua*. Londres, Zed Press, 1981, 368 p.

BOOTH, John A. *The End and the Beginning. The Nicaraguan Revolution*. Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean. Boulder, Colorado, Westview Press, 1982, 279 p.

DUMONT, René. *Finis les lendemains qui chantent...* Tome I. *Albanie Pologne Nicaragua*. Coll. Histoire immédiate, Paris, Seuil, 1983, 312 p..

RUDOLPH, James (Ed.) *Nicaragua a Country Study*. Area handbook series by the American University. Washington, US Government Printing Office, 1982, 278 p.

WALKER, Thomas W. (Ed.) *Nicaragua in Revolution*. New York, Praeger Publishers, 1982, 410 p.

** Les auteurs sont respectivement professeur et assistant de recherche au Département de science politique de l'Université Laval. Ils collaborent à une recherche sur la régulation étatique en Amérique centrale.

I – L'évolution du Nicaragua sous la domination somoziste

C'est l'ouvrage de John A. Booth (chap. 4 à 7) qui fournit le plus de matériaux susceptibles de caractériser l'État et la société nicaraguayens soumis à l'hégémonie somoziste. Résumons les points forts de l'ouvrage de M. Booth. Pendant près d'un demi-siècle, de 1933 à 1978, le Nicaragua connaît une croissance économique importante. La famille Somoza, ses proches, ses clientèles s'approprient une part croissante du revenu national. Le clan Somoza, grâce à son contrôle des appareils administratif et répressif, acquiert une importance économique démesurée si l'on se souvient de ses origines modestes. De plus, sous la houlette des Somoza, la croissance des organes étatiques accompagne celle de l'économie. La capitale, Managua, est le lieu de concentration d'une classe moyenne urbaine intégrée par un nombre croissant de fonctionnaires, de membres de professions libérales, de petits et moyens entrepreneurs et d'universitaires.

Des fissures, puis des tensions croissantes apparaissent dans la société nicaraguayenne, suite au mécontentement de l'oligarchie traditionnelle et des classes moyennes urbaines qui jugent excessifs les prélèvements économiques effectués par les couches dirigeantes. Ces tensions s'ajoutent à celles induites par la concentration des terres productrices de café puis de coton, phénomène ayant débuté une génération avant la prise de pouvoir somoziste, à la fin du 19^{ème} siècle. Cette concentration terrienne est associée à l'émergence d'une strate d'ouvriers agricoles saisonniers pauvres que d'ex-étudiants marxistes tenteront sans grand succès d'entraîner dans l'opposition armée au régime dans le début des années 1960. Enfin l'autoritarisme de Somoza leur vaut l'opposition de divers groupes civils, principalement de l'Église catholique.

Les lignes qui précèdent sont dégagées d'un ouvrage qui nous offre une description historique bien menée, plus qu'une analyse systématique de l'évolution du Nicaragua sous les Somoza. Comparée à la littérature existante, il s'agit d'un livre précieux aujourd'hui bien qu'il procède par coups de sonde dans une documentation abondante qui n'a pas encore fait l'objet d'éditions érudites. Néanmoins, grâce à M. Booth, toute une vision mythologique s'effondre, en particulier les dogmes suivants qui ont cours sur la domination somoziste:

- a) Le Nicaragua des Somoza est une simple colonie des États-Unis;
- b) Dans cette enclave coloniale, une masse humaine misérable, en situation de paupérisation absolue, contribue de manière ordonnée et systématique à l'accumulation du capital, planifiée rationnellement par l'impérialisme américain;
- c) Cette masse humaine, outre sa surexploitation économique, succombe au génocide exécuté par les Somoza, dont l'image hybride fusionne les traits du commandant d'Auschwitz et de Dracula;
- d) Enfin cette colonie monoproductrice est le lieu impuissant et passif du développement du sous-développement.

À l'exception des narrations intéressantes mais plutôt brèves et sommaires présentées dans la série « Area Handbook » (cf. *Nicaragua a Country Study*, chap. 1 + 3, pp. 1-14), les ouvrages consultés n'apportent rien de fort intéressant sur la domination somoziste, si ce n'est pour diffuser les stéréotypes habituels sur le clan Somoza et sa politique répressive (cf. Black chap. 1 à 5 et Walker pp. 15-20). La croissance économique de cette période, la formation d'élites semi-bourgeoises et petites bourgeoises urbaines sont passées sous silence. Le rôle des groupes sandinistes prend une importance excessive, alors qu'ils ne fusionnent que quelques centaines de combattants qui n'auront pas une implantation territoriale d'envergure avant 1979. Bref, les auteurs « progressistes » hypertrophient les exploits mythiques de groupuscules armés, et relèguent au second plan non seulement les « superstructures » mais aussi les « infrastructures ». Après tout, l'étude des structures sociales de production, et des

structures étatiques de domination est moins attrayante pour les manipulateurs de lanterne magique que les plagiats vulgaires de la légende du gentil Robin Hood et de l'affreux Shériff de Nottingham.

Nos propres recherches nous incitent à compléter la description événementielle par le schéma explicatif suivant pour caractériser la domination somoziste :

- a) La caste somoziste a exercé une hégémonie politique autoritaire mais non totalitaire sur le Nicaragua, cette hégémonie peut être dénommée césaro-patrimoniale.
- b) Le pouvoir somoziste contrôle, régule policièrement le pays par un ordre prétorien, assuré par une garde nationale, qui intègre le pays, en assurant les fonctions de sécurisation des élites centrales, la stabilité du pays, la continuité de la production agraire ainsi que diverses fonctions bureaucratiques non militaires dans l'intérieur du pays.
- c) Le césaro-patrimonialisme n'est pas un pur exercice de teneur prétorienne, il est relié à un des clivages politiques « traditionnels » du Nicaragua, la famille libérale, qui se manifeste avec une autonomie réduite dans des institutions politiques formelles et procure au pouvoir central une base sociale, un support partisan, des clientèles variées et une légitimation idéologique.
- d) L'idéologie libérale, le clientélisme, la sécurisation territoriale sont autant de facteurs qui stimulent non seulement l'entrepreneurship et la croissance économique mais aussi le développement d'infrastructures de communication, de réseaux scolaires et d'investissements sociaux ; l'ordre prétorien et la continuité césariste institutionnalisent juridiquement les nouvelles activités placées formellement sous le contrôle de « l'État » et informellement soumises au mode de prédation patrimonialiste de la caste dominante et de sa clientèle. Ces acteurs en position hégémonique confisquent à leurs profits une partie du budget étatique sans oublier les gains ou les propriétés d'acteurs économiques. Au Nicaragua, comme dans toute l'Amérique latine, le pouvoir central a préséance sur les acteurs économiques internes.
- e) Il y a donc une articulation centrale, par la caste au pouvoir, des différentes structures et institutions sociales, économiques et militaires. Cette mainmise autoritaire ne peut être interprétée comme une intégration fonctionnelle stricte et encore moins comme une fusion sociale entre l'oligarchie agraire, la famille libérale et la garde prétorienne. Le contrôle autoritaire central n'interdit pas la reproduction et la transformation des clivages idéologiques, ni la diversification plurielle de la société civile urbaine. L'hétérogénéité n'affecte pas les populations rurales qui continueront jusqu'à la chute de Somoza, à constituer dans leur majorité, des « classes en soi », des objets d'affrontements plus que des acteurs sociaux dynamiques.

L'hétérogénéité de la société civile ne se transformera en fissure qu'une fois réalisée une accélération de la croissance et une consolidation de nouvelles élites non reliées directement et immédiatement à la production agraire, à l'ordre prétorien, au noyau césaro-patrimonialiste ou à la famille libérale.

II – La désintégration de la domination somoziste

Lorsque nous voulons comprendre la chute de Somoza, il faut constater l'incapacité des producteurs de la littérature soumise à *Études Internationales* de dépasser le compte rendu descriptif et de formuler un minimum d'hypothèses qui nous permettrait de ranger les ouvrages critiqués dans une bibliothèque scientifique. Il faut cependant distinguer entre deux types de descriptions : premièrement celles qui sont détaillées et minutieuses et nous donnent

un tableau plus ou moins exhaustif de la mobilisation – sandiniste et non sandiniste – des masses urbaines, du rôle du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) de l'action agressive de l'Église catholique, de la politique des États-Unis, sans oublier le jeu complexe des États voisins du Nicaragua, spécialement le rôle anti-somoziste du Costa Rica et dans une moindre mesure du Panama; deuxièmement, les fresques inachevées, brossées à large trait, qui projettent dans le passé, le rôle directeur actuel des élites du Front Sandiniste de Libération Nationale confondues avec l'ensemble des membres du Front, celui-ci étant bien sûr, l'expression de tout le peuple...

Une fois de plus, c'est notre collègue Booth qui, par son information, (chap. 6-8, pp. 97-183) dément *nolens volens*, la littérature sandiniste épique et héroïque. Le chroniqueur, qui l'emporte sur le politologue, chez Booth, nous montre des alliés actifs du clan Somoziste – par exemple le Parti Communiste, les groupes patronaux, l'Église – modifiant graduellement leurs positions, leurs comportements internes et externes. C'est ainsi que le Parti Communiste pro-soviétique rompra son alliance des années 1940 avec le clan au pouvoir, que des organisations patronales en arrivent parfois en 1978 à rémunérer leurs employés pour les inciter à participer à des grèves antidictatoriales, sans oublier l'Église dont divers pasteurs ruraux se lient avec les groupuscules du Front Sandiniste de Libération Nationale. Ce Front, sans aucun rapport avec le personnage de Sandino, désigne divers réseaux antagonistes inefficaces ne représentant longtemps aucune menace réelle pour le régime. Par contre, lorsque les groupes armés, dénommés FSLN, lanceront leurs insurrections de septembre 1978 et avril 1979, ces opérations n'interviennent pas dans un vide social, mais dans une société civile secouée par des grandes manifestations, entre autres les grèves organisées par l'opposition modérée et les organisations d'industriels et de commerçants, et haranguée par un archevêque qui décrètera explicitement l'illégitimité de César. L'assassinat du leader conservateur, Pedro Joaquim Chomorro, directeur du principal quotidien du pays, *La Prensa*, contribuera à radicaliser l'opposition d'une partie importante des strates moyennes et supérieures de la capitale et des principales bourgeoisies du pays. Les groupes armés bénéficieront aussi, à cette époque, de l'appui des autorités et de la population civile de Costa Rica, pays à régime libéral, profondément hostile aux régimes dictatoriaux. Sans l'opposition de Costa Rica et des élites modérées du Nicaragua à Somoza, celui-ci serait toujours au pouvoir!

Dans la description de Booth, les Sandinistes, enfin réconciliés, quelques mois avant la chute des Somoza, ne sont pas les dirigeants « avant-gardistes » d'une révolution prolétaire, nationale et anti-impérialiste, mais des tacticiens plus habiles dans la manipulation à court terme des diverses oppositions que des stratèges habiles dans la longue durée contre Somoza. Mais laissons l'auteur le dire dans ses propres termes :

« In sum, from their 1978 standpoint as only one among many opposition sectors – and divided at that – by May 1979 the Sandinistes has pulled themselves together, seized the political initiative from the reformists, forged a strong lower – and middle – class organisational network, hammered together a broad front movement that backed the FSLN and greatly increased their military power » (p. 172).

Dans un compte rendu très bref, M. Millet (*Nicaragua, a Country Study*, pp. 43-59) complète bien le travail de Booth en nous fournissant une description brève et dense de l'affaiblissement de Somoza et, parallèlement, de la formation de l'opposition, de l'évolution de sa composition et de ses activités, et de son infiltration graduelle par le FSLN, qui lui assurait après tout, ne l'oublions pas, une expression armée, parfois plus spectaculaire qu'efficace au début. M. Millet illustre bien le rôle décisif d'une faction des 'hommes d'affaires et l'importance des interventions de l'archevêque de Managua, Monseigneur Obando, difficilement identifiable à un clerc de gauche. La double démystification, plus ou

moins inconsciente, réalisée par Booth et Millet, tous deux d'ailleurs plutôt sympathiques à la « révolution sandiniste », nous permet de rejeter à la critique des rats, la théorie conspiratrice-marxiste de l'histoire sous-jacente aussi bien aux ennemis qu'aux apologistes des Commandants sandinistes.

Les autres ouvrages, en multipliant les preuves de la virginité, de la continuité et de l'hégémonie sandiniste doivent en effet ravir d'aise certains paléontologues maccarthystes du Pentagone qui pourront se conforter dans une vision ubuesque de l'histoire surdéterminée par Vladimir Ulianof et ses épigones. Les auteurs organiques de la dictature sandiniste, MM. Black (chap. 6-10, pp. 75-180) et Chavarría (cf. Walker, T.W., chap. 1, pp. 25-39), hypertrophient en effet le rôle du FSLN. Black rend cependant quelque peu justice à l'opposition « bourgeoise » en faisant état de ses composantes et de certaines de ses activités. Néanmoins comme Chavarría, Black laisse entendre que la chute de Somoza couronne une longue marche du seul FSLN, amorcée dans les années 60. Le FSLN aurait été l'avant-garde de tout un peuple, homogène, non clivé politiquement, stratifié socialement, opposé économiquement. Le même Black (*loc. cit.*) nous donne néanmoins une description détaillée et intéressante de l'activité politique et militaire du FSLN. Cette description ne compense pas l'absence d'une analyse de l'ensemble des processus ayant mené à la chute des Somoza. Les divisions et les affrontements internes du « Front » sont atténués, de même que le rôle essentiel de l'opposition non sandiniste et l'appui important reçu de divers pays, principalement le Costa Rica. Non, pour MM. Black et Chavarría, l'histoire n'est pas la re-création par des modèles et des hypothèses falsifiables d'un champ de forces variées et complexes, mais une ardoise noire sur laquelle s'écrit les blanches vérités : « Au commencement était le Front, et le Front s'est fait peuple... ».

Pour ne pas laisser le lecteur d'*Études Internationales* sur sa faim, nous allons une fois de plus proposer à partir de nos propres recherches, un schéma idéaltypique, qui écarte les métaphores de Black et Chavarría tout en s'efforçant de meubler leurs silences et en conservant un certain nombre de données « vraisemblables » que ces auteurs ont amassées sur les FSLN, sans oublier les contributions historiques précieuses de Booth et les quelques compléments narratifs, fort utiles de Millet. Ce schéma idéaltypique se base sur une négation polémique et un postulat transformé en hypothèse : négativement, nous proposons l'abandon une fois pour toutes de la vision « sandiniste » de l'histoire postulant mécaniquement et dans un ordre séquentiel, l'établissement par les États-Unis d'une dictature-relais, éliminée par une avant-garde, relais du prolétariat exploité et de Moscou, si l'on en croit les éternels épigones de Kissinger, qui voient le danger russe partout... sauf en Russie; positivement, nous proposons aux chercheurs non-organiques, concernés par les études latino-américaines, de vérifier comme hypothèse, le postulat suivant qui nous semble expliquer de manière plus convaincante que la littérature disponible, la désintégration du régime somoziste : le régime césariste autoritaire a été fissuré, puis rejeté par une montée progressive de populisme urbain, phénomène engendré par l'action générationnelle des élites au pouvoir. Amplifions quelque peu notre thèse : un ordre oligarchique se fissure dans une société à urbanisation et diversification rapide, une partie des élites supérieures n'hésite pas à recourir aux élites intermédiaires et aux masses urbaines et à s'allier à des caudillos militaires pour arbitrer ses conflits avec le noyau central de la classe dominante. Une fois cette dernière éjectée, les caudillos militaires essaient de confisquer tout le pouvoir, en accentuant la mobilisation urbaine... contre leurs associés civils dans la lutte anti-césariste.

Examinons d'abord les antécédents « lointains » ou plus exactement les repères structurels de cette dynamique populiste :

- a) La diversification de la société civile corrélative à la croissance économique, le développement des appareils et réseaux étatiques, la segmentation de la ploutocratie économique

et la multiplication des élites intermédiaires sont autant d'indicateurs de situations et de dynamiques récurrentes dans la fissuration de l'ordre oligarchique ou la domination caudilliste dans les autres pays d'Amérique latine. Ce ne sont pas le « développement du sous-développement ou la paupérisation absolue qui ont sapé les structures du pouvoir somoziste mais les contradictions de la « modernisation », de la croissance inégale et de l'enrichissement ploutocratique.

- b) Les opposants potentiels du régime somoziste « modernisateur » relèvent de diverses strates, fractions, factions et clans disparates, à savoir: une partie des vieilles élites de la famille conservatrice et un segment de la famille libérale, en particulier le Parti Libéral Indépendant; les clercs et laïcs catholiques influencés par Vatican II et Medellín; de nombreux entrepreneurs et cadres d'entreprises économiques, quelle que soit leur taille ou la nationalité de leurs actionnaires; une majorité des fonctionnaires publics intermédiaires; l'intelligentzia et de nombreux notables et membres des professions libérales; des micro-groupes castristes.
- c) L'émergence de ces diverses oppositions illustre le caractère autoritaire et non totalitaire de la dictature somoziste – cette différenciation conceptuelle relevant de la sociologie politique contemporaine et non de l'éthique – qui n'a pas réussi à centraliser sous sa coupe l'ensemble des secteurs et des acteurs de la société civile, et qui a même réduit de 1965 à 1975 ses moyens de coercition militaire et policière¹.

Passons maintenant aux facteurs « prochains » conjoncturels de la mobilisation populiste et de la chute des Somoza:

- a) Le tremblement de terre de 1972 et les inactions financières et autres « dysfonctions » gouvernementales dans la période de reconstruction accentuent le mécontentement de l'opposition élitiste qui se voit confortée par une base sociale urbaine de classes moyennes.
- b) La prise de pouvoir aux États-Unis par J. Carter en 1976 prive les Somoza d'une partie des moyens obtenus par leur alliance historique avec les États-Unis.
- c) Les facteurs conjoncturels stimulent donc progressivement une intensification de la mobilisation civile urbaine et même des actions plus spectaculaires qu'efficaces des groupes militaires; la répression somoziste réprime facilement des civils dispersés sans armes et des guerillos divisés sans base sociale.
- d) La répression somoziste généralise le mécontentement urbain, surtout dans les villes de l'intérieur et dresse contre le pouvoir césariste une partie des opinions publiques, voire des autorités publiques, des États « bourgeois-démocrates » des Amériques et de l'Europe occidentale. Une alliance *de facto* rapproche opposants civils et guerillos qui acquièrent ainsi une insertion sociale.
- e) Privés de supports internationaux, affrontant la grande majorité des élites de la société civile, et une insurrection urbaine en voie de généralisation, les Somoza capitulent. Dans l'euphorie générale, opposants civils et militaires se partagent le pouvoir vacant.

1. A.G. CUZÁN; R.J. HEGGEN, « A Micro-Political Explanation of the 1979 Nicaraguan Revolution ». in *Latin American Research Review*, vol. XVII, n° 2, 1982, pp. 162-163.

III – Le caudillisme militaire

La plupart des ouvrages recensés consacrent une bonne part de leurs pages aux politiques publiques du Nicaragua post Somoza: Trois d'entre eux nous entraînent dans les sphères du mystère sacré, dénommé humainement « Révolution sandiniste » (cf. Black, Walker, Dumont). Cette foi ardente a pour corrolaire le rejet des règles de la théorie analytique au profit de la liaison organique avec le « peuple » médiatisé par ses « Commandantes ». Ces auteurs de France et des États-Unis sont en éminente compagnie puisque récemment les collaborateurs d'un numéro de la revue canadienne *Nord-Sud*² se sont joints aux politicologues de l'Amérique centrale devenus poètes de la « Révolution ».

Le sommet de l'organicité révolutionnaire est atteint par George Black, qui commence son ouvrage par des remerciements au « Commandante Carlos Nunez and companioneros of the FSLN Department of Propaganda and Political Education, for reading the manuscript and offering invariably helpful comments » (Black, p. IV). Ce compagnon de route qui nous offre donc une copie conforme de la propagande du régime peut, sans rire, intituler une partie de son ouvrage « The people in power » (pp. 185-357) et dénoncer à gauche et à droite comme ennemis du peuple, les rivaux des commandants (cf. Black, par exemple p. 343 au sujet de *La Prensa*) tout en passant sous silence, la répression dont sont victimes des groupes ethniques, des catégories professionnelles ou encore des Églises. Cette oeuvre de propagande ne sera utile qu'au sociologue de la connaissance intéressé par les intellectuels organiques et leurs productions.

M. Walker, dans un ouvrage collectif dont il assume la direction a voulu certainement rivaliser avec M. Black dans la prose apologétique. Du sentimentalisme métaphorique dans le chapitre « Images of the Nicaraguan Revolution » rédigé par Walker lui-même (chap. 4 pp. 81-91) à la casuistique stalino-jésuitique de Philippe Bourgois, auteur de l'essai « The Problematic of Nicaragua's Indigenous Minorities (cf. Walker, chap. 17 pp. 303-319) le lecteur a droit à toutes les variations possibles de la vulgate sandiniste déclamée par des croyants aveugles, des agnostiques culpabilisés mais aussi par des athées mercenaires de la Sainte Inquisition dont les descriptions bien documentées éclairent crûment certains mécanismes et processus du « pouvoir révolutionnaire ».

Ainsi M. Nichols (*in* Walker, chap. 10 pp. 181-200) démonte tranquillement les moyens de contrôle des media d'information de la censure à la syndicalisation « sandiniste » obligatoire des journalistes; cette répression étant parfaitement normale pour cet intellectuel qui relègue explicitement la liberté de presse au domaine de l'utopie. L'utopie devient vécu pour M. Luis Serra (chap. 5 pp. 95-113) qui s'attache à éclairer la « relation dialectique » qui articule le « FSLN » et le peuple par la médiation des organisations de masses, étroitement contrôlées et encadrées par les responsables dudit Front. Ce bon apôtre des démocraties populaires de masse nous donne une description passionnante de l'encadrement et de la cooptation sandiniste, de la canalisation filtrée des *desiderata* de la base vers un Conseil d'État qui a été réduit progressivement par les *Commandantes* au rôle de chambre d'enregistrement. Le mythique « FSLN » dont on ne nous décrit jamais les mécanismes de processus interne, ne néglige aucun secteur de la population, tour à tour encadrée et réprimée. C'est ainsi que dans une perspective matérialiste historique Philippe Bourgois (Walker, chap. 4 pp. 303-317) revendique pour le Front Sandiniste le droit à la libération nationale refusée aux Amérindiens: « Not all ethnic group necessarily qualify as distinct nationalities, of course, and not all national minority movements automatically represent the exploiting class (*Ibid.* pp. 303).

2. *Nord-Sud* Revue canadienne des études latino-américaines et Caraïbes, vol. 8, n° 15, 1983.

Bref, les Amérindiens écrasés, les journalistes censurés, les masses encadrées, il ne resterait qu'un détail à ajouter au tableau de cette authentique révolution: « A common symptom of real revolution is a massive outflow of émigrés composed largely of individuals from the former privileged class (Walker p. 1). Heureusement pour les *Commandantes* il reste, à l'extérieur du Nicaragua, des plumitifs pour les encenser et même pour venir occuper à Managua les postes délaissés par les nombreux privilégiés heureusement émigrés.

René Dumont consacre au Nicaragua l'une des trois parties d'un ouvrage récent. Comme l'indique sans équivoque le sous-titre donné à la partie sandiniste de son pamphlet « Va-t-on lui permettre de sortir du mal-développement? », le célèbre agronome parisien refuse de considérer les facteurs politiques, économiques et sociaux internes comme décisifs. L'essentiel de son analyse porte néanmoins sur la politique de développement sandiniste décodée à travers une grille complexe articulant aussi bien des facteurs internes – le niveau et le type d'industrialisation, l'urbanisation, la structure de la propriété terrienne – que des facteurs externes – le type de relations au marché mondial et le poids des États-Unis. Hélas pour les tristes besogneux de la science politique que nous sommes, l'agronome devient théologien pour renforcer son analyse pédestre et terrienne: « Il nous paraît essentiel, si l'on veut raffermir l'indépendance économique – donc politique – du Nicaragua, de rechercher vite, pendant qu'il est encore temps, un modèle de développement qui renonce vraiment au Satan Gringo, à ses pompes et à ses oeuvres » (Dumont, p. 202).

Les circonstances atténuantes accordées par M. Dumont au nouveau régime nicaraguayen, victime des forces du mal, font ressortir d'autant plus vivement les dysfonctions de choix agraires des prétoriens de Managua, qui en contrôlant la paysannerie renoncent à l'efficacité agraire déjà compromise par le choix des cultures industrielles d'exportation au détriment des cultures vivrières. Ces attaques portées aux mythes de *Commandantes* obnubilés par le développement économique et social, sont bénignes lorsque l'on lit les passages consacrés par René Dumont, à l'humanisme sandiniste appliqué aux Amérindiens: « Ces malheureux Indiens, soumis à une occupation « coloniale » se révoltent, les jeunes prennent le maquis, l'armée les poursuit en forêt... Les révolutionnaires de Managua vont-ils se conduire, eux aussi, en racistes? Mais les attaques répétées des États-Unis ne leur laissent pas de répit, ils sont coincés de tous côtés. Ce n'est pas une raison pour se tromper aussi gravement ». (Dumont, pp. 217, 225, 259). Regrettons cependant le côté prêcheur et militant de l'auteur qui inhibe quelque peu la crédibilité de son témoignage, basé sur l'éthique tout autant que sur la sociologie du développement.

MM. Black, Dumont et Walker nous ont expliqué lyriquement les politiques sandinistes de régulation et de contrôle généralisés des populations et des productions, les uns et les autres oscillant entre l'apologie et le blâme, tous faisant intervenir l'impérialisme américain comme « surdétermination » ou « ultime instance », aucun ne nous éclairant sur la structure du pouvoir. Cette curiosité de politicologues petits-bourgeois est satisfaite – en partie – par les recherches de Booth et du collectif responsable du *Area Handbook* (cf. Booth chap. 9 pp. 183-227. *Nicaragua, a Country Study* pp. 143-228). Ces différents auteurs mettent en évidence, une structure formelle de pouvoir – chapeauté apparemment par la « Junte de Gouvernement de Reconstruction Nationale – qui n'est qu'un relais – non de militants sandinistes ou d'un parti sandiniste – mais des commandants sandinistes principalement les membres de la Direction Nationale Conjointe du FSLN. C'est ainsi que Booth peut citer à la fois les témoignages concordants d'un ancien membre de la Junte, aujourd'hui dirigeant exilé de l'opposition social-démocrate, et d'une des figures centrales des prétoriens sandinistes, membre à la fois de la Junte et du Directoire: « The FSLN directorate is the head of the revolution. The Vanguard, dit M. Alfonso Robelo, corroboré par M. Daniel Ortega: « (The National Directorate of the FSLN) is the highest conducting (leadership) organ of the

Revolution. The government of National Reconstruction reflects the line established by the National Directorate (cf. Booth, pp. 185).

Le *Area Handbook* explicite et détaille au chapitre 4 rédigé par Jan Knippers Black (cf. *Nicaragua, a Country Study* p. 150), cette structuration réelle du pouvoir). Au sommet et au centre de l'État nicaraguayen, l'on trouve la « Direction » Nationale du Front Sandiniste à laquelle sont subordonnées ce que nous dénommerons les structures « conventionnelles » du pouvoir et de l'autre les structures « populistes » et « corporatistes » de l'autorité centrale. Par structures conventionnelles, nous désignons le pouvoir exécutif – c'est-à-dire aussi bien les forces armées reliées directement au Directoire que la pyramide gouvernementale proprement dite, à savoir la Junte du Gouvernement et son appendice le Conseil du Gouvernement, les différents ministères et les administrations territoriales déconcentrées au niveau des départements et des municipalités – les organes du pouvoir judiciaire dont les titulaires principaux sont désignés par la « Direction » dont il ne constitue pas un contre-poids et enfin, pour mémoire, le pouvoir législatif – c'est-à-dire l'ineffable Conseil d'État, forme sandiniste du parlement croupion. Dans les structures populistes et corporatistes, nous retrouvons aussi bien des « milices », que des organisations de masses sandinistes encadrant les quartiers, les professions, les groupes d'âge, les catégories sexuelles, etc. Ces différentes hiérarchies, appareils et réseaux sont des courroies de transmission du Directoire, dont le pouvoir de rétroaction sur le centre est très faible, sinon dans les modalités d'exécution.

Dans un autre chapitre dû à la plume de Jack Child (cf. Nicaragua... chap. 5, pp. 185-229), nous sommes informés de l'organisation et des ressources de l'armée et des milices sandinistes. Ces données nous semblent fiables mais nous sommes incapables de les corroborer entièrement, par des sources indépendantes. Un fait semble cependant établi, et confirmé par la « Direction » elle-même: les *Commandantes* ont augmenté considérablement les ressources humaines et matérielles des forces de répression c'est-à-dire les moyens de la régulation policière du territoire tout autant que de la sécurisation militaire externe. En somme, l'*Area Handbook* nous apporte de nombreux éléments descriptifs – ce qui est d'ailleurs son rôle premier – préalables au travail du politologue.

Bref, c'est dans l'hégémonie militaire des commandants sandinistes que nous devons chercher à comprendre du point de vue de la politique comparée, le régime autoritaire qui se consolide actuellement au Nicaragua. Nous laissons aux poètes mystiques les explications basées sur le « pouvoir du peuple » ou la « conspiration de Moscou ». Les signataires de cet essai préfèrent leur définition hypothétique: le régime politique actuel du Nicaragua est une dictature caudilliste, d'orientation nationale-populiste, à régulation corporatiste et policière. Il y a peu, Léo Hamon définissait la dictature comme « l'absence d'une possibilité légale d'expression pour ceux qui entendent contester le pouvoir établi »³. Les acteurs sandinistes ne laissent en effet aucune possibilité, si ce n'est l'insurrection, aux divers acteurs sociaux qui prétendraient exercer le pouvoir. Une catégorie militaire, les commandants sandinistes, poursuivent actuellement la construction d'un État autoritaire, c'est-à-dire un système dictatorial central d'inclusion obligatoire au sein d'un ensemble territorial construit militairement et reconnu juridiquement⁴; ce système dictatorial prétend inclure non seulement des citoyens mais vise à la domination de la société civile et prétend se sécuriser extérieurement par l'exercice d'une hégémonie militaire en Amérique centrale et l'aide active à divers mouvements nationaux-populistes en Amérique centrale et ailleurs.

3. Léo HAMON, (éd.) *La sortie des dictatures*, Paris, Economica, 1982, p. 6.

4. Jacques ZYLBERBERG, « État – Corporatisme – Populisme: Contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine » in *Études internationales*, vol. VIII, n° 2, juin 1976, pp. 215-251. « Modèles d'État, modèles de croissance: le cas latino-américain. » *Civilisations*, n° 1-2, 1980, Bruxelles, pp. 60-72.

Les acteurs centraux en position d'autorité au Nicaragua sont bien connus des familiers de l'histoire américaine: les neuf « commandantes » sandinistes répètent le geste des caudillos à cheval qui instaurent par la force des armes un pouvoir de facto apparemment légitimé par la liesse populaire qui accompagne l'expulsion du despote antérieur. Les nouveaux dictateurs gouvernent donc non seulement par la force des armes mais aussi par le biais d'une mobilisation « nationale-populiste ». À l'origine du pouvoir actuel, nous trouvons plusieurs groupuscules armés – tous dénommés sandinistes-unifiés par le haut sous l'égide de neuf dirigeants exilés dont l'entente pragmatique leur permet de dominer leurs propres troupes, de s'allier aux notables civils anti-somozistes de Managua, de Granada et de Leon et d'être le fer de lance « héroïque » de l'insurrection finale contre Somoza. Face au vide politique provoqué par la désintégration de la dictature de Somoza, et devant le prestige charismatique des combattants, incarné par le « Front National de Libération Sandiniste » et sa « Direction Nationale Conjointe », les leaders civils acceptent de partager le pouvoir avec les « Commandantes de la Revolución », qui conservent le contrôle exclusif de leurs hordes armées, dans de nouvelles institutions étatiques créées *de facto*. Détenteurs du monopole de la coercition et de la contrainte physique, les commandants utiliseront également la mobilisation populiste, la cooptation, la concurrence personnelle ou organisationnelle pour établir progressivement leur hégémonie sans partage, non seulement au sein des institutions étatiques mais également sur un FSLN fantôme – dont on ne connaît ni les statuts, ni le fonctionnement formel et dont les membres sont dispersés dans les tâches de sécurisation policière et d'encadrement des diverses organisations de masse et de propagande. Ces neuf *Commandantes*, omniprésents, le revolver au côté, se surveillant mutuellement tout autant qu'ils surveillent, ou font surveiller, les divers acteurs sociaux, ressemblent les uns à Boumediène, les autres à Castro plus qu'à Lénine ou Staline. Seuls éléments unificateurs et directeurs des bandes armées, des organisations de masse, de l'administration publique, sans parlement élu, sans soviets populaires, sans comité central, les neuf constituent un collège dictatorial de prétoriens, et répètent l'expérience routinière des juntas militaires de gouvernement dans le Tiers-Monde.

Les codes, les représentations et les légitimations symboliques qui constituent « l'idéologie sandiniste » sont en effet plus tiers-mondistes que léninistes même si le « marxisme-léninisme » est de plus en plus inclus dans les graffiti révolutionnaires que nous disons « sandinistes ». Il s'agit moins des opinions d'Augusto Sandino que des discours successifs des neuf commandants qui offrent un syncrétisme confus où nous trouvons pêle-mêle des notions autoritaires paternalistes, romantiques, héroïques, développementistes, productivistes, bref un ensemble classique de thèmes nationaux-populistes, colorés par la philanthropie chrétienne, le castrisme et l'anti-américanisme, qui s'explique aisément par les relations inégales existant depuis des décades entre l'Amérique centrale et les États-Unis. Lorsque nous disons « idéologie » il s'agit moins d'un discours systématiquement et logiquement élaboré à partir de données concrètes généralisées et extrapolées abusivement mais plutôt d'une production par le « département de propagande » du FSLN, d'incantations verbales ou de textes écrits mettant en valeur des consignes « justes » parce qu'associées aux symboles sacrés positifs de « Sandino », de la « Revolución » et par extension aux *Commandantes* et opposées aux symboles négatifs des États-Unis, de Somoza et par extension de tous les adversaires des commandants, les « contra ». Le populisme prétorien du régime nicaraguayen, polysémique et confus, lui a permis de nouer des alliances importantes au niveau international.

Les supports internationaux des nouveaux caudillos sont variés, étant donné les apparentes et illusives – à long terme – communautés de représentations culturelles ou sociales et les très réelles convergences géo-politiques. Sympathisent donc avec Managua, des pays non-engagés (Mexique, Yougoslavie), des dictatures militaires (la Guyane, la Lybie), Cuba et le bloc soviétique, sans oublier les pays occidentaux sensibles au dialogue

nord-sud ou culpabilisés par les longs sanglots de l'homme blanc (France, Autriche, Suède, Canada). La liste de ces pays n'est pas exhaustive puisque le Nicaragua a même obtenu un siège au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Au fur et à mesure de la transformation de Managua et de Washington en ennemis et non plus seulement en adversaires, le rapprochement et les échanges humains et matériels, civils et militaires s'accélérent entre Managua et Cuba ainsi qu'avec le bloc soviétique. Les relations personnelles antérieures à la prise du pouvoir de plusieurs des commandants avec Cuba et avec le bloc soviétique plutôt qu'une quelconque orthodoxie idéologique, les intérêts géo-politiques plutôt qu'une quelconque conspiration soviétique, rendent compte adéquatement des orientations internationales d'un régime dont on ne peut encore dire s'il sera le Cuba de Cuba, le Cuba de l'Union soviétique, l'Égypte de Nasser ou plus simplement la Syrie et l'Irak, dictatures militaires à orientation nationale-populiste et nationale-socialiste. En attendant, il faut constater que les « contacts de culture » répétés avec l'Europe de l'Est et Cuba, sans oublier la présence des réfugiés d'autres pays d'Amérique latine, coïncident avec l'accroissement et la prolifération de symboles marxisants, d'un lexique matérialiste vulgaire, et la généralisation de pratiques autoritaires combinant le passé populiste et les méthodes staliniennes et castristes d'endoctrinement et d'encadrement. Dans les supports internationaux, il ne faut pas oublier les acteurs non-étatiques à savoir un nombre appréciable de technocrates d'organisations internationales publiques, qui n'apprécient guère les procédés et les méthodes dites démocratico-bourgeoises occidentales, de responsables d'organisations internationales privées, ecclésiastiques ou humanitaires, qui retrouvent à Managua le Christ recrucifié, sans oublier les nombreux comités de solidarité avec le dernier modèle du socialisme⁵... Enfin, il ne faut pas sous-estimer l'apport de l'anti-américanisme à l'action internationale d'un gouvernement trop souvent comparé avantageusement aux autres régimes dictatoriaux d'Amérique centrale et jamais au régime pluraliste de Costa Rica.

Le discours contre l'ennemi extérieur et intérieur et les supports internationaux consolident une mobilisation populiste dont il est difficile d'apprécier le degré de participation volontaire puisqu'elle est encadrée et animée par les anciens combattants anti-somozistes des groupuscules sandinistes et qu'elle prend régulièrement la forme de « turbas » (foules incontrôlées) qui ne se déchaînent que contre les critiques et les concurrents des neuf commandants de la Direction nationale du FSLN. La mobilisation populiste sandiniste est un processus de socialisation permanente, basée sur une propagande envahissante, cimentée par des réunions de masse et orientée vers l'intériorisation des slogans manichéens et la valorisation des neuf commandants, gardiens, prophètes et usuriers de la foi révolutionnaire nationale-populiste. Cette mobilisation permanente, jointe à un usage de plus en plus constant de la répression physique, a permis à la direction sandiniste de soumettre l'ensemble des acteurs sociaux en les divisant, en les encadrant, en les persécutant et en les éliminant si nécessaire. La régulation politique centrale exclut tout parti non conforme aux idéaux de la révolution dont les commandants sont seuls juges. La régulation corporatiste, au moyen des organisations de masse, conduit au contrôle strict des principales catégories socio-économiques, ethniques et religieuses ou à leur susciter des concurrents artificiels. La régulation policière s'exerce sur toute la société par l'intermédiaire des mouchards de quartier (les Comités de Défense sandinistes), des divers corps armés et d'un pouvoir judiciaire complètement subordonné à la direction sandiniste. Malgré tout, l'inexpérience des commandants et de leurs subordonnés, la jeunesse du nouveau pouvoir, la résistance de l'Église catholique et les dénonciations internationales sont des freins réels pour un régime qui reste autoritaire mais n'a pas encore réussi à devenir totalitaire: seuls les rivaux directs du pouvoir et les minorités amérindiennes font l'objet d'une répression « au final ».

5. Jean DAUDELIN et Y. GRENIER. « Nicaragua: Le club Med d'une gauche naïve » in *Le Devoir*, Montréal, 7 octobre 1983, p. 7.

IV – Puisqu'il faut conclure

Cette caractérisation du régime s'oppose à celle que propose la majorité des dits progressistes qui écrivent sur le Nicaragua: un régime populiste n'est pas un régime populaire, une organisation de masse n'est pas l'agora, l'excommunication magique des Américains n'est pas la promotion culturelle des couches semi-analphabètes, la militarisation de dizaines de milliers de jeunes n'a rien à voir avec l'armée de citoyens. Le productivisme, le plafonnement des salaires et l'interdiction du droit de grève sont par contre des indicateurs du socialisme réels. L'exil, volontaire ou non, des mécontents, les attaques à la liberté de la presse, les violations sporadiques des droits de la personne, la création de hameaux stratégiques pour les Indiens, l'hégémonie d'une nouvelle caste prétorienne constituent autant d'indicateurs de la pesanteur de la culture politique du somozisme. L'État n'est pas une institution de moralité publique, il défend entre autres ses intérêts géo-politiques. La sympathie même compréhensible de nombreux auteurs pour ce qu'ils voient comme un David face à Goliath (ils mettent évidemment entre parenthèses toutes les autres variables géopolitiques) est certainement compréhensible. Cette sympathie ne confère aucune légitimité scientifique aux descriptions hagiographiques de la caste dirigeante de l'État nicaraguayen, ou à la justification apologétique de toutes ses actions. La plupart des auteurs que nous avons vus orientent leurs pratiques scientifiques en fonction d'une valeur préalable: la révolution sandiniste, concept indifférencié qu'ils n'explicitent jamais. Cette valorisation conduit à l'obscurantisme. Le syntagme « révolution populaire sandiniste » fonctionne comme le dogme de la divinité du Christ il est interdit d'en douter, il est interdit d'en discuter, il est impossible de le comprendre: il faut y croire.

L'analyse méthodique, rigoureuse et communicable de la dictature somoziste, de ses alliances géopolitiques et économiques, de ses contradictions internes, de son effritement progressif, de l'opposition généralisée de la société civile à son endroit et de sa contestation militaire, reste à faire. Le premier pas en ce sens devra consister à sortir ce régime politique autoritaire de sa gangue diabolique. Inversement, c'est de son auréole angélique qu'il faut débarrasser l'État des commandants sandinistes si l'on veut s'approcher d'une analyse rigoureuse de sa structure, de son fonctionnement et des tensions qui le parcourent.